IRIM INSTITUTE
INSTITUTE FOR RELIGIOUS INTELLIGENCE MEDIATION AND STRATEGIC AFFAIRS

NOTE DE REFLEXION

Novembre 2026

EN PERSPECTIVE DU FORUM DE PARIS SUR LA PAIX · 10 ET 11 NOVEMBRE 2026

La paix à l'épreuve des sociétés fragmentées

Religions, convictions et médiation : pour une architecture sociale de la paix

SYNTHESE

La paix ne se mesure pas seulement à l'arrêt des armes : elle tient à la capacité organisée d'une société de traiter ses désaccords sans violence. Les religions et les convictions y jouent un rôle réel, mais ambivalent. La question n'est pas de savoir si elles sont des forces de paix, mais dans quelles conditions, avec quels partenaires et avec quels résultats observables elles peuvent contribuer à la prévention et à la médiation. Créé en novembre 2026, l'IRIM Institute, institution internationale indépendante, propose une réponse : relier la recherche, la décision publique et les acteurs religieux et convictionnels, puis transformer cette alliance en propositions concrètes, accompagnées par des relais qu'il a vocation à déployer sur les cinq continents.

L'ESSENTIEL EN TROIS IDEES

1

Une architecture à trois niveaux

Local, institutionnel et diplomatique : une paix durable suppose que ces trois niveaux se parlent.

2

Ni cause, ni remède

La religion est une ressource relationnelle, un enjeu politique et une possible ligne de fracture.

3

Des conditions de crédibilité

Légitimité, pluralisme, indépendance, compétence, complémentarité, évaluation : six questions, cinq recommandations.

IRIM Institute · 111 avenue Victor Hugo, 75016 Paris · contact@irim.institute

1 La paix comme architecture sociale

Les processus de paix sont souvent jugés sur des résultats immédiats : cessez-le-feu, accord politique, désarmement, garanties de sécurité. Ces instruments sont indispensables, mais ils ne transforment pas à eux seuls ce qui alimente la violence : exclusion, sentiment d'injustice, défiance envers les institutions, concurrence pour les ressources, récits de menace. Le rapport conjoint ONU – Banque mondiale *Pathways for Peace* souligne le poids des griefs liés à l'exclusion et recommande des approches inclusives qui relient prévention, développement, dialogue et institutions.[1]

> *La paix sociale n'est pas l'absence de désaccord : c'est la capacité organisée de le traiter sans violence.*

Nous proposons d'appeler **architecture sociale de la paix** l'ensemble des liens et des règles qui rendent cette capacité possible. Elle se construit à trois niveaux, qui se renforcent ou s'affaiblissent mutuellement.

NIVEAU	CE QUI TIENT LA PAIX	CE QUI LA FRAGILISE	ACTEURS CLES
Local	Confiance entre groupes, médiateurs reconnus, solidarités locales	Préjugés, rumeurs, défiance entre communautés	Responsables locaux et religieux, associations, femmes et jeunes
Institutionnel	Justice accessible, services publics équitables, règles inclusives	Exclusion, impunité, sentiment d'injustice	États, collectivités, justice, société civile
Diplomatique	Négociation, garanties, médiation formelle	Accords sans appropriation locale	Gouvernements, organisations internationales, médiateurs formels

Une paix durable suppose que ces trois niveaux se parlent. C'est là que les acteurs religieux et convictionnels, souvent présents au niveau local, peuvent servir de relais vers les deux autres, à condition de ne pas s'y substituer. Dans cette note, « acteurs religieux et convictionnels » désigne les communautés, institutions et responsables qui se réclament d'une tradition religieuse ou d'une conviction philosophique, y compris non religieuse.

Or les sociétés contemporaines se fragmentent : polarisation, défiance envers les institutions, circulation rapide des récits de menace, replis identitaires. Ces fractures alimentent la violence et compliquent l'ancrage des médiations formelles. C'est au niveau de la confiance et de la cohésion que se joue une part décisive de la prévention.

2 La religion : ni cause, ni remède

La religion n'est ni une cause autonome de la violence, ni un remède universel. Son rôle dépend des acteurs, des institutions, de l'histoire et des incitations politiques : le chercheur R. Scott Appleby a parlé d'une « ambivalence du sacré ».[2]

Une ressource relationnelle

Normes de solidarité, lieux de rencontre, réseaux de confiance, médiateurs reconnus.

Une possible ligne de fracture

Elle peut aussi être mobilisée pour légitimer l'exclusion ou sacraliser un conflit.

Les organisations internationales en tirent la même leçon. Le PNUD souligne le potentiel des organisations confessionnelles et des responsables religieux pour la cohésion sociale, tout en reconnaissant les risques d'instrumentalisation.[3] Une étude récente sur les cadres de médiation des Nations unies invite à considérer les religions dans leur complexité politique et sociale.[4] Le Plan d'action de Fès, lancé en juillet 2017 par le Secrétaire général de l'ONU, s'adresse aux responsables religieux pour prévenir l'incitation à la violence, renforcer le dialogue et bâtir des sociétés inclusives.[5]

Quatre principes en découlent. On ne met pas les religions au service d'une stratégie politique. On ne substitue pas les acteurs religieux aux institutions publiques. On ne réduit pas les convictions à des facteurs de conflit ou à de simples instruments de cohésion. Enfin, on distingue clairement l'analyse de l'engagement : un institut qui éclaire ne prend pas parti.

3 Ce que montrent les expériences, et ce qu'elles ne prouvent pas

Nord du Nigeria · Interfaith Mediation Centre

L'initiative associée à l'imam Muhammad Ashafa et au pasteur James Wuye est souvent citée comme exemple de dialogue entre anciens adversaires. Les analyses de ses activités de formation, de médiation et de prévention en soulignent le potentiel, mais invitent à examiner les questions de représentation, de financement, de pouvoir et d'ancrage local.[6]

République centrafricaine et Kenya · coopération interreligieuse

Les études de cas publiées par Catholic Relief Services documentent des initiatives de coopération, leurs outils et leurs limites : préjugés, leadership des femmes et des jeunes, continuité des changements locaux.[7]

Ces cas illustrent le potentiel de la médiation interreligieuse sans constituer une preuve d'efficacité généralisable. Ils montrent surtout que le dialogue demande plus qu'une rencontre symbolique.

4 Six questions pour juger une initiative

Toute initiative qui associe des acteurs religieux et convictionnels à la prévention des conflits gagne à répondre à six questions.

1

Légitimité

Les interlocuteurs sont-ils reconnus par les communautés concernées, et par qui ?

2

Pluralisme

Femmes, jeunes, minorités, courants divers et personnes non croyantes sont-ils réellement associés ?

3

Indépendance

Les acteurs peuvent-ils agir sans capture politique ou institutionnelle ?

4

Compétence

Les médiateurs disposent-ils de méthodes, de formation, de règles de confidentialité et de dispositifs de sécurité ?[8]

5

Complémentarité

Les liens avec les institutions publiques, la justice et les médiateurs formels sont-ils définis ?

6

Évaluation

Mesure-t-on les effets et les risques, au-delà du nombre de rencontres ?

5 Trois angles morts des approches cloisonnées

Les crises contemporaines se situent à l'intersection de trois univers qui travaillent trop souvent séparément : la recherche, la décision publique et l'expérience des acteurs religieux et convictionnels. Pris isolément, chacun laisse un angle mort. Ce constat est l'analyse de l'IRIM ; son action permettra de la vérifier et de l'affiner.

1

L'analyse sans levier

La recherche documente les contextes et les causes, mais ses conclusions n'atteignent pas toujours celles et ceux qui ont la capacité de décider. Faute de relais, elle reste sans prise sur l'action.

2

La décision sans ancrage

Les institutions disposent des instruments (normes, moyens, diplomatie), mais connaissent mal les dynamiques de confiance locales. Une décision inclusive sur le papier peut manquer de légitimité auprès de ceux qu'elle vise.

3

Le dialogue sans relais

Le dialogue interreligieux crée de vrais liens, mais, sans articulation avec la justice et les institutions, il reste symbolique et exposé à l'instrumentalisation (représentation, financement, pouvoir : voir section 3).

Ces trois angles morts se répondent. La recherche gagne en pertinence quand elle est confrontée au terrain, la décision en légitimité quand elle écoute les communautés, le dialogue en portée quand il s'articule aux institutions. C'est cette circulation, plus que la présence de chacun des trois pôles, qui fonde l'approche de l'IRIM.

6 La contribution de l'IRIM : une institution indépendante, une approche intégrée

L'IRIM Institute (*Institute for Religious Intelligence, Mediation and Strategic Affairs*) a été créé en novembre 2026. Institution internationale et indépendante, il s'est donné pour ambition de contribuer à la stabilisation des sociétés par la recherche, l'expertise, la formation et la médiation. Il met en commun les trois univers décrits plus haut.

Pôle académique

ANALYSER · DOCUMENTER · COMPRENDRE

Rigueur de l'analyse, connaissance des contextes, mise en perspective historique.

Décideurs publics

ORIENTER · DECIDER · AGIR

Connaissance des institutions et des contraintes de l'action politique et diplomatique.

Acteurs religieux et convictionnels

DIALOGUER · RELIER · MEDIATION

Connaissance située des communautés, des dynamiques de confiance, des voix éloignées de la décision.

Une circulation permanente **des savoirs, des expériences et des responsabilités**

La valeur ajoutée tient à la circulation entre ces pôles, non à leur juxtaposition : la recherche éclaire l'action publique et le dialogue, les réalités de terrain mettent les analyses à l'épreuve, les décideurs identifient les leviers institutionnels, et les expériences de médiation nourrissent en retour la recherche et les politiques.

Indépendance et action : un think & do tank

L'indépendance est le principe fondateur de l'IRIM : institution internationale indépendante, il construit ses analyses et ses recommandations sans dépendre d'aucun État, d'aucune confession ni d'aucun financeur.

Il se veut un think & do tank. Il ne se limite pas à produire des analyses : il formule des propositions concrètes et les accompagne dans la durée. Trois axes structurent son action.

1

Former

Des programmes destinés aux responsables publics, diplomates, cadres d'organisations internationales, chercheurs, acteurs de la société civile et responsables religieux et convictionnels.

2

Proposer et accompagner

Des propositions concrètes, suivies dans la durée : médiation, conseil stratégique, accompagnement des politiques publiques, outils d'aide à la décision.

3

Relayer

Des relais qu'il a vocation à constituer sur les cinq continents, avec des partenaires locaux reconnus, pour ancrer chaque action dans son contexte.

Une méthode en cinq temps

1

Cartographier

Acteurs, institutions, lignes de fracture, rapports de pouvoir.

2

Écouter

Consultations confidentielles et pluralistes, y compris les voix dissidentes.

3

Concevoir

Mandat réaliste, garanties d'impartialité, gestion des risques.

4

Accompagner

Dans la durée, entre niveaux local, institutionnel et diplomatique.

5

Évaluer et apprendre

Changements relationnels, incidents, exclusions, durabilité.

L'approche de l'IRIM est conçue pour être éprouvée dès ses premières actions : documentée, évaluée et rendue publique. Elle ne se présente pas comme un modèle validé, mais comme un engagement de méthode. L'IRIM se soumet aux six questions de la section 4 et en rend compte ci-dessous.

L'IRIM face à ses six questions

1
Légitimité
Des partenaires reconnus par leurs communautés, choisis après consultation et identifiés publiquement.

2
Pluralisme
Des consultations et des instances ouvertes aux femmes, aux jeunes, aux minorités et aux convictions non religieuses.

3
Indépendance
Aucun financeur, État ou organisation ne détermine ses analyses, ses conclusions ni ses recommandations.

4
Compétence
Des méthodes de médiation établies, des règles de confidentialité et des protocoles de sécurité pour les personnes engagées.

5
Complémentarité
Un travail articulé avec les institutions publiques, la justice et les médiateurs formels, sans jamais s'y substituer.

6
Évaluation
Des indicateurs de changements relationnels, d'incidents et d'exclusions, et un bilan public de ses actions.

OBJECTION
« Le risque d'instrumentalisation est trop élevé. »

REPONSE
Le risque est réel et reconnu, notamment par le PNUD.[3] Il se traite par des garde-fous explicites (indépendance, pluralisme, transparence des financements), non en écartant des acteurs dont la médiation tient parfois à la reconnaissance des communautés.

OBJECTION
« L'efficacité de la médiation interreligieuse n'est pas démontrée. »

REPONSE
C'est exact : les cas étudiés illustrent un potentiel sans prouver une efficacité généralisable.[6][7] C'est pourquoi l'IRIM place l'évaluation au cœur de sa méthode : changements relationnels, incidents, exclusions et durabilité.

7 Cinq recommandations pour le débat du Forum

Ces propositions découlent des sections précédentes et font écho au thème du Forum, « De la souveraineté à la coopération ». Elles s'adressent aux institutions publiques, aux organisations internationales, aux chercheurs et aux communautés, et l'IRIM se les applique à lui-même.

1 **Cartographier avant d'inviter**
Identifier les acteurs religieux et convictionnels influents, y compris les voix minoritaires, non croyantes et peu visibles, avant de concevoir toute médiation.

2 **Articuler les médiations**
Définir par écrit les liens entre médiation locale, justice et médiation formelle, pour que le dialogue ne se substitue à aucune institution.

3 **Former et protéger les médiateurs**

Investir dans les méthodes, la confidentialité et la sécurité de celles et ceux qui portent le dialogue sur le terrain, en particulier les femmes et les jeunes.

4 **Évaluer au-delà des rencontres**

Suivre les changements relationnels, les incidents, les exclusions et la durabilité, plutôt que le seul nombre d'événements.

5 **Financer dans la durée, en transparence**

Soutenir des dialogues de long terme et rendre publique l'origine des financements, pour préserver l'indépendance des acteurs.

CONCLUSION

Faire de la synergie une méthode de paix. La singularité de l'IRIM, institution internationale indépendante créée en novembre 2026, est de faire de l'articulation entre recherche académique, décision publique et dialogue entre acteurs religieux et convictionnels une méthode de travail. Think & do tank, il traduit cette intelligence collective des crises en propositions concrètes, en formations et en médiations, accompagnées par des relais qu'il a vocation à constituer sur les cinq continents, au service de la prévention, de la stabilité des sociétés et d'une coexistence pluraliste.

Sources

1. United Nations & World Bank Group, *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, 2018. worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/publication/pathways-for-peace-inclusive-approaches-to-preventing-violent-conflict
2. R. Scott Appleby, *The Ambivalence of the Sacred: Religion, Violence, and Reconciliation*, 2000.
3. UNDP, « Religion and Faith-Based Organisations ». undp.org/prevent-violent-extremism/religion-and-faith-based-organizations
4. « Making Peace with God: What Place for Religion in United Nations Mediation? », *International Peacekeeping*, 2024. doi.org/10.1080/13533312.2024.2337689
5. ONU, Plan d'action de Fès pour les responsables et acteurs religieux (Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger), juillet 2017. un.org/en/node/218430
6. Roelofs, « Contesting localisation in interfaith peacebuilding in northern Nigeria », 2020. ora.ox.ac.uk/objects/uuid:48c9c78a-07b0-4ce2-8208-a1f803ebcbc5
7. Nell Bolton, *Interreligious Action for Peace: Studies in Muslim-Christian Cooperation*, Catholic Relief Services, 2017. crs.org/our-work/research-publications/interreligious-action-peace
8. United Nations, *Guidance for Effective Mediation*, 2012. peacemaker.un.org/en/documents/united-nations-guidance-effective-mediation-0

Cette note exprime les positions et propositions de l'IRIM Institute. L'approche intégrée et la méthode décrites relèvent de son positionnement ; elles ne sont pas présentées comme des résultats démontrés. Elle ne présume ni invitation, ni statut officiel, ni partenariat avec le Forum de Paris sur la Paix, ni validation par les institutions citées.

À PROPOS DE L'IRIM INSTITUTE

L'IRIM Institute (Institute for Religious Intelligence, Mediation and Strategic Affairs) a été créé en novembre 2026. Institution internationale et indépendante, il a pour ambition de contribuer à la stabilisation des sociétés par la recherche, l'expertise, la formation et la médiation. Il réunit chercheurs, décideurs publics et acteurs religieux et convictionnels. Think & do tank, il ne se limite pas à la réflexion : il formule des propositions concrètes et les accompagne grâce à des relais qu'il a vocation à constituer sur les cinq continents.

CONTACT

IRIM Institute

Institute for Religious Intelligence, Mediation and Strategic Affairs

111 avenue Victor Hugo, 75016 Paris · contact@irim.institute